

OUVERTURE

Une alerte, un appel

par Vincent Berthet

« Développement humain, développement durable : des concepts à clarifier, des responsabilités à prendre » : la thématique de ce dossier est celle d'une « action prioritaire » de l'association Economie & Humanisme en 2001 et 2002, en lien avec les autres démarches conduites en France dans le cadre de la préparation de la Conférence « Rio + 10 » de Johannesburg (1).

Il en va à ce sujet d'une fidélité active, et non nostalgique, aux intuitions et aux travaux des fondateurs et animateurs successifs de l'association depuis 1942 ; mais la motivation d'Economie & Humanisme s'enracine bien autant dans les dynamismes sociaux et les interpellations pressantes dont elle est le témoin et le relais, au fil de ses travaux actuels, aussi bien en France qu'en Chine ou au Chili. Car la dynamique du développement, si elle nécessite un travail théorique (quelles composantes, quels objectifs ?) et méthodologique (quelles priorités dans l'action, quelles structures ?) renvoie le plus souvent à un cri, à la mobilisation et à l'attente de ceux dont les conditions de vie paraissent précisément les plus éloignées des paramètres « établis » du développement.

En effet, le monde, pour paraphraser ce qu'exprimait Aristote à propos de la ville, « c'est d'abord les gens qui le composent, et les relations qu'ils nouent ». L'approche anthropologique du développement, son centrage sur la prise en compte des divers besoins humains, aurait dit Louis-Joseph Lebreton, ou sur la concrète libération des « capacités humaines », selon l'intonation de l'équipe promotrice de l'Indice de Développement Humain, n'est pas une option ; s'en détourner, c'est aboutir à la guerre – l'actualité au Proche-Orient illustre ce que peut engendrer le déni de la dignité –, ou se résigner à l'inhumanité banale des dictatures de la faim et de la misère, rendues plus inhumaines encore par une injustice mondiale aggravée : le revenu des 20 % d'habitants de la terre les plus riches représente environ 75 fois celui des 20 % les plus pauvres, alors que cet écart n'était « que » de 30 fois en 1960 (2).

Des progrès indéniables, et de fortes tensions, marquent depuis quinze ans la réflexion sur ce que vise et recouvre le développement : avec l'affinement de l'Indice de Développement Humain en particulier, la réduction du développement à la croissance économique et aux attributs du bien-être matériel est battue en brèche. L'intégration des diverses facettes du développement est stimulée également par la référence de plus en plus partagée, tout au moins au niveau des discours, au « développement dura-

(1) Elle s'est amorcée par la tenue (7-8 septembre 2001) de la session annuelle de l'association sur ce thème, dont plusieurs articles et textes de synthèse figurant dans ce dossier sont le prolongement direct. D'autres contributions sont dues aux intervenants du cycle de conférences-débats sur le développement durable qu'E&H organise en 2001-2003 à Belfort-Montbéliard, en association avec l'université populaire et l'université technologique. (compte-rendus disponibles sur demande).

(2) Chiffres cités dans le Manifeste pour un développement durable de l'association *Convictions* (www.convictions.org).



ble ». Des phénomènes ont rendu plus manifeste l'interdépendance des diverses sociétés et leur commune vulnérabilité : l'extension du Sida, les récessions économiques extrêmement rapides en chaîne, les attentats géants du 11 septembre 2001, ou dans un autre domaine les catastrophes climatiques (renforcement du phénomène *El niño* et ses conséquences), ou industrielles, transfrontalières dans leurs impacts. Pour autant, l'indécision, l'absence de volonté politique, et souvent encore une insuffisante prise de conscience du lien entre le devenir du monde et le bonheur de chacun rendent les implications précises du projet de « développement humain », comme celui de « développement durable », timides et peu coordonnées.

L'utilisation du concept de développement durable mérite lui-même examen. Si cette notion fait monter de plusieurs échelons dans l'ordre des priorités, ce qui est son accentuation la plus originale, le droit des générations futures, si elle contribue effectivement ainsi à rapprocher les théories, les politiques et surtout les pratiques de développement de leur projet humain, alors elle justifie d'être encouragée, approfondie, promue. Mais sur fond de dérégulation de l'économie devenue globale, d'individualisme et de fragilité du mouvement social, l'optique du développement durable tend à se restreindre. D'une part, elle devient un catalogue de « bonnes » mesures s'imposant sans débat, et sans remise en cause des déséquilibres de pouvoir et de tous les facteurs (exclusion économique, absence de démocratie...) qui entravent l'émergence des capacités de maîtrise de tous sur leur développement. D'autre part, elle tend à être absorbée, confisquée, par la logique du marché ; elle risque alors d'être assimilée à l'expansion, forcément inégale, des « biens environnementaux » vendables et vendus, c'est-à-dire les conseils en technologies propres, les services urbains non ou moins polluants, les produits et loisirs « naturels », les industries de la dépollution, etc. K. Polanyi pourrait bien actuellement être mis en défaut dans son constat que « la nature, la terre ne sauraient être objets de marché »... (3). Donc, pour ceux qui peuvent se le payer : emploi dans des zones d'activités sans bruit et sans cambouis, assiette sans risque, ville verte, société aseptisée ; pour les autres :... La marchandisation du développement, n'est pas un incident, elle le dénature. On a pu constater les effets du combat des puissances économiques parties prenantes de la civilisation du CO₂ (pétrole et pétrochimie, automobile...), pour entraver – par campagnes d'« information », achat de brevets, guerres commerciales – l'essor des technologies faisant appel à des énergies renouvelables ou à une logique environnementale : solaire, moteur à hydrogène, traitements phytosanitaires alternatifs... Et ce n'est qu'en dernière extrémité que les laboratoires pharmaceutiques occidentaux ont concédé en 2001 l'autorisation partielle de fabriquer des médicaments génériques, un peu plus abordables pour les peuples pauvres, contre plusieurs grandes endémies. Longtemps encore, tandis que quelques entreprises réordonnent leurs pratiques autour d'une conception inté-

(3) Voir
La Grande Transformation,
Gallimard, 1983.

Lorsqu'on vous dit « développement », à quoi pensez vous ?

RESPECT

« Si je devais résumer ma pensée, je dirais qu'un développement durable passe par le respect de l'être humain et de la nature. Les deux valeurs étant à mon sens indissociables. Une politique visant un développement durable doit être le prolongement naturel des réalités culturelles, sociales et économiques d'une communauté donnée.

En tant que militant pour l'autonomie de la Kabylie, cette idée ne peut se concevoir sans, au préalable, l'existence d'entités géopolitiques viables à long terme. Les pays en voie de développement, et ceux ayant émergé des récents bouleversements mondiaux, doivent penser sérieusement à une organisation territoriale (réaménagement de leur système politique) en adéquation avec les réalités socioculturelles des différentes régions les composant.

Héritiers d'un espace géographique non homogène, comprenant des groupes ethniques très diversifiés avec des ancrages historiques et des références idéologiques différentes, les États post-coloniaux d'Afrique du Nord ne peuvent plus continuer dans des gestions politico-administratives centralisées.

La consolidation des acquis démocratiques par un renforcement des pouvoirs régionaux va dans le sens d'un développement durable. Cela produira la stabilité politique nécessaire à tout plan de redressement économique, ainsi qu'un cadre administratif viable parce que contrôlable. Permettre aux populations autochtones de prendre leur avenir en main est un chemin d'autonomie psycho-sociale avant d'être politique, et c'est aussi cela un développement durable.

Si aujourd'hui nous voulons habiter, dans la paix et le progrès, une « planète-village », alors il faut veiller à ce que chaque village, dans le respect de son identité, puisse apporter sa contribution spécifique à la planète de l'Homme. »

Habib Hakim

Universitaire et militant pour l'autonomie de la Kabylie

grée et non cloisonnée du développement (4), les usages du développement durable – comme de l'étiquette d'« entreprise citoyenne » – par le secteur marchand et parfois par les acteurs politiques se rapporteront à un effet d'image. On peut parler d'un risque avéré de vol du développement par le néolibéralisme, que certains dénomment plus justement « radical-conservatisme », comme on a pu constater dans l'histoire récente des détournements de la fraternité et de l'espérance des masses. À propos du développement durable, ou du développement tout court, la revendication d'une société mondiale « avec marché » et non « de marché » s'impose comme incontournable.

Au service du développement, une mobilisation conjuguée des divers acteurs sociaux et politiques, de l'échelle du territoire local à celle du territoire-monde, reste un objectif à atteindre. Malgré l'opiniâtreté de certains protagonistes, en particulier celle de nombreux groupes sociaux eux-mêmes très pauvres qui s'organisent pour vivre dignement tout en pensant au long

(4) Cf. les propositions et pratiques du Centre des Jeunes Dirigeants.



terme (5), le développement manque de ressources humaines, financières, institutionnelles.

Ce dossier est destiné à être un document de référence et d'interpellation sur le développement, et plus particulièrement de débat sur le « développement durable », ouvert à un public large (acteurs économiques et sociaux, responsables associatifs, élus locaux, étudiants...). Il en aborde dans une première partie les **repères fondamentaux**, y compris avec les divergences d'opinion existant à leur sujet :

- Peut-on évoquer le développement durable sans repenser les modes de décision et de gouvernement ?
- Quel renouvellement apporte en profondeur la démarche de

(5) Cf. le dossier : Crise mondiale de la pêche : un test pour de développement durable, *Economie & Humanisme* n° 358, octobre 2001.

Qu'évoque, pour vous, ce terme « développement » ?

ENSEMBLE

« Le développement, c'est à la maison, dans la famille, qu'il commence. Le développement, c'est avant tout la vie que l'on transmet à un enfant. Au fur et à mesure qu'il grandit, il prend conscience de ce à quoi vous êtes relié : les autres, la nature... Devenu adulte, il vit dans un monde avec ses institutions, un monde plutôt fragmenté entre la politique, les affaires, les écoles et les universités... La question du développement devient alors principalement : « comment établir une cohérence entre ces registres de la vie ? » Et comment combiner l'efficacité, la réussite, tout en prenant conscience que l'on appartient à un tout plus vaste que son propre monde, dans un rapport avec les habitants d'autres pays, et avec toutes les générations ?

Le défi du développement est donc d'avancer avec les autres dans le monde, de grandir ensemble. Dans le mot « ensemble » réside une clé pour vivre et agir. Comme Haut-Commissaire aux Réfugiés, ou au préalable comme président de WWF, ou encore comme premier ministre des Pays-Bas, j'ai découvert le fait que nous devons tous tenir notre place dans le travail qui est le nôtre, mais que, en même temps, nous avons à comprendre que nous appartenons à un plus grand ensemble.

Comme l'enfant, l'ancien premier ministre a donc toujours à prendre conscience qu'il fait partie d'un mouvement qui le dépasse et qu'il doit s'orienter selon certaines valeurs. Certains associent celles-ci à leur religion, d'autres à l'humanisme... Le point crucial est de se préparer à agir selon des valeurs. Avec une globalisation d'origine avant tout technique et économique, nous avons un réel besoin d'un cadre éthique commun à l'échelle du monde, comme en Europe lorsque les premières démocraties se constituaient. Ce cadre éthique est indispensable : pour donner cohérence à tous les facteurs de globalisation, pour nous protéger quelque peu du piège de l'argent devenu seul référent, pour rompre avec les terribles divisions du monde, entre Nord et Sud, entre riches et pauvres... Dans cette éthique du développement, l'homme est au centre, avec ses responsabilités vis-à-vis des générations à venir, et donc de la nature. Certains vont plus loin en parlant d'une mère-nature. Non, c'est l'homme qui est au centre ».

Ruud Lubbers

Haut-Commissaire aux Réfugiés

l'Indice de Développement Humain ?

■ À quelles conditions la conscience de la crise environnementale peut-elle être féconde pour l'homme et les sociétés ?

■ Dans quelles mesure les critères du développement durable deviennent-ils objet de droit(s) ?

■ Le « temps du développement » de chaque société et communauté ne reste-t-il pas un intrus dans les politiques globales ? (6).

Le dossier introduit ensuite à une réflexion appliquée, quoique non exhaustive, sur les différents **registres et échelons de responsabilités** vis-à-vis du développement : celle des acteurs, politiques en particulier, du milieu urbain, celle des agents économiques, celle des groupes sociaux pauvres, notamment ruraux, celle des scientifiques, celle des citoyens (7). La mise en circulation de ce dossier sera par elle-même une contribution à la nécessaire démocratisation des dynamiques de développement (8).

Avec bien d'autres organisations, en interaction avec elles et même souvent à leur école, Economie & Humanisme assume ainsi sa part de vigilance sur l'humanisation continue du développement, en tant que concept, et surtout à travers les pratiques qui s'y relient ou s'en réclament.

Vincent Berthet

(6) Lire sur ces cinq thèmes les contributions de **P. Blancher, D. Clerc, D. Bourg, L. Héland, R. Colin.**

(7) Registres de responsabilités abordés par les articles de **C. Emelianoff, H. Poimboeuf** et **S. Szymkowiak, A. Agarwal** et l'équipe du CSE-Delhi, **V. Pluchet, G. Decourt.**

(8) L'élaboration, la rédaction, la diffusion de ce dossier s'effectuent en concertation avec les organisations étroitement associées à l'animation de la session de septembre 2001 (Antenne Sociale de Lyon, Association pour les Pratiques de Développement Durable) et avec celles qui ont appuyé la mise au point et l'édition du dossier (Caisse des Dépôts et Consignations, association 4D au titre de la coordination de la préparation en France de « Rio+10 », Conseil régional Rhône-Alpes).